



Photographie de la façade sur cour d l'hôtel de Cassini, avant 1948, s.n. Source : Médiathèque du patrimoine et de la photographie, ref APWH0149481

32, RUE DE BABYLONE A PARIS - HÔTEL DE CASSINI

Restauration de l'aile sur rue, de la cour d'honneur, des cours anglaises, du perron et de la terrasse du jardin

PRO-DCE

B.5 - CCTC

Eugène Architectes du Patrimoine - Charlotte Hubert Architecte en Chef des Monuments Historiques, architecte mandataire
Equilibre Structures, BET structure
OGI, BET VRD
Gt2i, BET Fluides
VPEAS, économistes de la construction

HÔTEL DE CASSINI

32, rue de Babylone

75007 PARIS

**Restauration de l'aile sur rue, de la cour
d'honneur, des cours anglaises, du perron
et de la terrasse du jardin**

PRO -DCE

CCTC

EUGENE ARCHITECTES DU PATRIMOINE
OGI / VPEAS / EQUILIBRE STRUCTURE

Juin 2025
Indice 01

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 2 sur 32	Juin 2025

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	5
1.1	OBJET.....	5
1.2	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	5
1.3	CONTENU DES PRIX	5
2	GENERALITES	6
2.1	SECURITE ET ORGANISATION DE LA COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE	6
2.2	CONTROLE TECHNIQUE	6
2.3	CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONSTAT	7
2.4	DEPOT, ACCES CHANTIER, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC	7
2.5	CARACTERE DES CCTP ET DES PLANS.....	8
2.5.1	MARQUES ET REFERENCES	8
2.5.2	COMPLEMENTAIRE ET ANALYSE DU CCTP ET DES PLANS.....	8
2.5.3	PLANS ARCHITECTE ET TECHNIQUES	9
2.5.4	VERIFICATIONS DES COTES	9
2.5.5	AGREMENTS DES FOURNITURES – ECHANTILLONS.....	9
2.5.6	SUJETIONS DIVERSES CONTENUES DANS LES PRIX.....	10
2.5.7	DEPENSES COMMUNES – COMPTE PRORATA	10
2.6	CONTRAINTES LIEES AU SITE.....	10
2.7	CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE DU MARCHE	11
3	PROGRAMME DE TRAVAUX	11
3.1	CALENDRIER DES DECISIONS ET ECHEANCES PRINCIPALES.....	12
3.2	CALENDRIER DETAILLES DES ETUDES	12
3.3	CALENDRIER DETAILLES D’EXECUTION	13
3.4	AUTRES CALENDRIERS	13
3.5	NOTIFICATION DES CALENDRIERS	13
3.6	MODIFICATION DE CALENDRIER	14
3.7	ENGAGEMENT DE L’ENTREPRENEUR	14
3.8	TEXTES ET NORMES APPLICABLES.....	14
3.9	DECOMPOSITION EN LOTS SEPARES	14
4	REGLEMENTATION APPLICABLE AU CHANTIER	15
4.1	REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION	15
4.2	CHARGES D’EXPLOITATION.....	15
4.3	RESISTANCE ET REACTION AU FEU DES OUVRAGES.....	15
4.4	PERFORMANCE ENERGETIQUE	15
4.5	ETANCHEITE A L’AIR	16
4.5.1	GENERALITES	16
4.5.2	PRINCIPES A RESPECTER POUR UNE BONNE ETANCHEITE A L’AIR	17

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 3 sur 32	Juin 2025

4.5.3	TEST D'ETANCHEITE A L'AIR.....	17
4.6	QUALITE DES MATERIAUX ET FOURNITURES	18
4.7	QUALITE DES PRODUITS ET MISE EN OEUVRE	18
4.7.1	TRAITEMENT DE PRESERVATION DU BOIS.....	19
4.7.2	TRAITEMENT DE FINITION DU BOIS.....	19
4.7.3	VERNIS ET PEINTURES.....	19
5	ETUDES D'EXECUTION.....	20
5.1	ETUDES D'EXECUTION	20
5.2	MISE AU POINT DES PLANS D'EXECUTION.....	20
5.3	“P.P.S.P.S”	21
5.4	SYNTHESE / APPROBATION DES PLANS / DOE.....	21
6	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION DES TRAVAUX : D.O.E.	22
7	CERTIFICATS, PROCES VERBAUX, CONTROLE, ESSAIS, PROCEDURE DE RECEPTION	23
7.1	CERTIFICATS, AVIS TECHNIQUE, AGREMENTS.....	23
7.2	BREVETS	24
7.3	QUALITE MINIMALE REQUISE	24
7.4	CONTROLE ET ESSAIS DES MATERIAUX	24
7.5	AUTOCONTROLE ENTREPRISES	25
7.6	CONSUEL.....	25
7.7	PROCES-VERBAUX ACOUSTIQUE.....	25
7.8	PROCES-VERBAUX DE RESISTANCE AU FEU	26
8	ECHANTILLONS / PROTOTYPE.....	26
8.1	OBJET.....	26
8.2	ECHANTILLONS.....	26
8.3	MAQUETTES - PROTOTYPES.....	27
8.4	LOCAUX TEMOINS.....	27
9	GARANTIES.....	28
10	RECEPTION DES SUPPORTS	28
11	RESERVATIONS – TROUS – SCELLEMENTS	29
12	INCORPORATION D'ELEMENTS.....	29
13	PROTECTION ET NETTOYAGE ET EVACUATION DES GRAVOIS	30
14	ORGANISATION DU CHANTIER	30
14.1	INSTALLATION DE CHANTIER	30
14.2	MISE EN COMMUN D'UN MONTE MATERIAUX	30
14.3	GARDIENNAGE.....	30
14.4	PANNEAUX DE CHANTIER.....	30

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 4 sur 32	Juin 2025

14.5	ACCES PROVISOIRES.....	31
14.6	NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES ET DES VOIES INTERIEURES.....	31
14.7	BENNES A GRAVOIS.....	31
14.8	AIRE DE LAVAGE – NETTOYAGE	31
15	CONDITIONS GENERALES DE CHANTIER.....	31
15.1	DECLARATION D’OUVERTURE DE CHANTIER	31
15.2	ORGANISATION DES SECOURS.....	31
15.3	DEROULEMENT DU CHANTIER	31
15.4	DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	32
15.5	RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES	32

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 5 sur 32	Juin 2025

1 **PREAMBULE**

1.1 **OBJET**

Le présent document intitulé « **CAHIER DES CLAUSES COMMUNES TOUS CORPS D'ETATS** » (soit C.C.C. T.C.E.) et ses annexes ont pour objet de renseigner et de préciser **AUX ENTREPRISES TITULAIRES DE CHAQUE LOT**, l'ouvrage à réaliser dans ses généralités, le mode d'exécution des travaux et de fixer les conditions particulières relatives à la conduite, l'organisation et la coordination des travaux. Le présent document complète les autres documents composant l'ensemble du Dossier de Consultation des Entreprises : C.C.T.P., C.C.A.P., du D.C.E et réciproquement.

L'ensemble des documents constituant le dossier dit « D.C.E. » ne peut être ignoré d'une entreprise titulaire d'un lot ou d'une partie de lot concernant le présent marché. **LES ENTREPRISES TITULAIRES DE CHAQUE LOT** sont réputées avoir notamment pris totalement connaissance de l'intégralité du contenu de ce Lot C.C.C. T.C.E. et de ses annexes.

Les entreprises devront dans le cadre de la remise de son offre avoir pris connaissance des articles du présent lot C.C.C. T.C.E. traitant des prescriptions communes à l'ensemble des corps d'états constituant la **Restauration de l'aile sur rue, de la cour d'honneur, des cours anglaises, du perron et de la terrasse du jardin du 32 rue de Babylone à Paris 75007.**

Le présent Dossier de Consultation des Entreprises est un marché dévolu en CORPS D'ETATS SEPARES.
Pour mémoire, l'offre a un caractère global et forfaitaire sauf contrindication de demande de BPU dans les CCTP.

1.2 **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Les entreprises seront chargées d'assurer la réalisation complète des ouvrages du présent CCTP.

Les prestations comprennent les travaux accessoires nécessaires découlant des études détaillées, même si ces travaux ne figurent pas sur les plans et documents.

La localisation des ouvrages résulte des plans, coupes et détails établis par le Maître d'Œuvre, le présent descriptif complétant ceux-ci pour ce qui concerne la nature des matériaux et leur mise en œuvre.

1.3 **CONTENU DES PRIX**

Le contenu des prix de la présente notice intègre tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage suivant les règles de l'art, les règlements, les normes en vigueur ainsi que les règles élémentaires de l'esthétisme.

Outre les stipulations du présent descriptif, les ouvrages comprennent :

- Les études et les dessins de fabrication, de construction et de détails des ouvrages à soumettre au concepteur avant tout commencement de fabrication ;
- La coordination nécessaire avec les entreprises des différents corps d'état concernés ;
- La fourniture et pose des matériaux constituant les ouvrages décrits ;
- La fabrication en atelier, le transport à pied d'œuvre, le stockage, le levage, la pose le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits au présent document ;
- Les trous, scellements et raccords ;
- Toutes les réservations, feuillures, engravures, inserts et platines de scellement devront être transmis à la synthèse lors de la phase étude ;
- Les réservations (feuillures, engravures ou trous) qui n'auraient pu être réalisés par l'entrepreneur de gros-œuvre, l'entrepreneur du lot concerné n'ayant pas fourni en temps utile le plan de ses ouvrages ;

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 6 sur 32	Juin 2025

- La fourniture des inserts à incorporer par le lot Gros œuvre aux emplacements figurés sur les plans établis par le lot concerné ;
- La fourniture et pose des chevilles, douilles auto-foreuses et autres systèmes de fixation ainsi que les taquets de calage ;
- Les scellements au pistolet et les soudages de fixation nécessaires ;
- Le traitement de protection ou de surface des métaux ;
- La protection provisoire des ouvrages livrés finis sur le chantier ;
- La fourniture et pose des joints destinés à assurer l'étanchéité entre la structure et les ouvrages décrits au présent document ainsi que la fourniture et pose des joints au pourtour des éléments de menuiserie ;
- Les calfeutrements thermiques et acoustiques en raccordement à la structure Gros Œuvre et les éléments de cloisons ;
- Le réglage et l'ajustage des ouvrages aux jeux prescrits ;
- La fourniture des prototypes et échantillons dans les limites fixées au présent document ;
- La fourniture, la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais ;
- Les frais d'essais et de contrôle prescrits au présent document ainsi que l'approbation des bureaux de contrôle ;
- Les essais et frais annexes (tous frais d'intervention des laboratoires ou organismes agréés nécessaires aux ouvrages) ;
- Le nettoyage complet ;
- Tous les tests intermédiaires d'étanchéité à l'air (prévu et suite à d'éventuelles reprises nécessitant vérification avant test final),
- La pose, l'entretien et le relevé mensuel de compteurs d'eau et d'électricité au nombre minimum de deux par énergie (chantier ET base vie)
- ...etc. (liste non exhaustive)

2 GENERALITES

2.1 SECURITE ET ORGANISATION DE LA COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE

Conformément à la loi 93/1418 du 31/12/1993 et son premier décret d'application 94/1159 du 26/12/94, un coordonnateur sécurité et protection de la santé a été désigné par le Maître d'Ouvrage (CSPS).

Le coordonnateur a pour fonction de veiller au respect des principes généraux de prévention.

Il tient à jour le Plan Général de Coordination (PGC), tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site ou à proximité duquel est implanté le chantier.

Les entreprises sont tenues d'obtempérer aux recommandations du CSPS, et devront s'informer de leurs obligations légales et contractuelles envers le CSPS et fournir pendant la période de préparation de chantier leur PPSPS (cf. PGC).

L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection et de signalisation.

2.2 CONTROLE TECHNIQUE

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Cette mission sera assurée par un Bureau de Contrôle.

Les frais relatifs à ce contrôle sont pris en charge directement par le Maître d'Ouvrage.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 7 sur 32	Juin 2025

Les entreprises titulaires de marché de travaux seront tenues, dans le cadre de leur prix global et forfaitaire, d'apporter toute aide de quelque nature qu'elle soit au Bureau de Contrôle pour assurer sa mission et prendre en compte toutes les observations que le Bureau de Contrôle formulera sur leurs ouvrages.

2.3 CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONSTAT

Les entrepreneurs seront tenus d'effectuer une visite complète des lieux afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des travaux qu'il aura à exécuter et ce, afin de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

En aucun cas, les entreprises ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations, ou réclamer des suppléments de prix.

L'entreprise, homme de l'art, doit à la vue de ses connaissances être en mesure d'apprécier l'étendue des travaux afin que l'ouvrage livré au prix forfaitaire et garanti soit complet et bien exécuté.

Celui-ci doit être également conforme aux règlements, aux lois en vigueur et aux DTU. L'ouvrage doit finalement être livré dans les temps impartis, propre, tous réglages effectués, les réserves doivent être levées avec les garanties légales.

A défaut de plans des existants jugés non satisfaisant par l'entrepreneur, l'entrepreneur devra effectuer les reconnaissances nécessaires par sondage ou essais. Ces reconnaissances sont implicitement incluses dans l'offre de l'entreprise.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut prétendre à un supplément forfaitaire dû à des difficultés d'accès, d'organisation de chantier, ou à l'état des constructions ou ouvrages existants.

L'entrepreneur devra également prendre en compte les diagnostics et reconnaissances des existants fourni par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent D.C.E.

Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant la mise en place de toute installation afin d'établir et de confirmer l'état de l'ensemble des parties où les entreprises interviendront et passeront pour l'accès au site

Par conséquent, en soumissionnant, l'entreprise s'oblige à ces conditions déterminantes, et si même après signature du marché le Maître d'Ouvrage demandait des prestations supplémentaires, que celles-ci n'altéreraient jamais le caractère forfaitaire du marché excepté le fait que ces variations de prix soient chiffrées et préalablement signées par le Maître d'Ouvrage.

2.4 DEPOT, ACCES CHANTIER, OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Les entreprises se conformeront au PGC établi par le coordonnateur SPS, ainsi qu'au Plan d'installation de chantier qui sera validé.

Ce plan indiquera, les zones de dépôts, accès chantier et possibilité d'occupation du domaine public.

Un plan de circulation propre au chantier sera établi avec les entreprises et sera fourni aux entreprises chargées des approvisionnements.

De même, un planning d'approvisionnement sera mis en place afin d'éviter toute surcharge du réseau routier avoisinant : les livraisons auront lieu en dehors des heures de pointe et des heures d'arrivée et de départ des ouvriers du chantier. Le planning sera établi avec les entreprises concernées.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 8 sur 32	Juin 2025

L'intégration de panneaux indiquant les aires de livraison, le plan de circulation et les aires de stockage des déchets facilitera le fonctionnement général du chantier.

L'aire de tri et stockage des déchets, sera mise en place en dehors de l'emprise du bâtiment (suivant PIC).

Le stationnement du personnel et intervenants sur le chantier ne doit pas interférer dans les habitudes quotidiennes des riverains et usagers du site. Il se cantonnera à des emplacements dans et hors l'emprise du chantier conformément au Plan d'installation de chantier.

Les entreprises devront se rapprocher du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre de l'opération pour définir les possibilités d'aménagement de l'installation et organisation du chantier

2.5 CARACTERE DES CCTP ET DES PLANS

2.5.1 MARQUES ET REFERENCES

Dans les CCTP, les références à des marques peuvent apparaître afin d'apporter au candidat, une description suffisamment technique et précise du produit attendu. L'attention du candidat est portée sur le fait qu'il a la liberté de proposer un produit équivalent d'une marque différente justifiant de caractéristiques techniques et esthétiques équivalentes.

Les entreprises soumettront avec leur offre les marques, modèles et extraits de catalogue pour tous les équipements principaux constitutifs des systèmes proposés.

Les équipements seront choisis dans une gamme qui représente la meilleure technique et technologie disponible, y compris en termes de consommation d'énergie.

2.5.2 COMPLEMENTAIRE ET ANALYSE DU CCTP ET DES PLANS

Le C.C.T.P. et les plans se complètent.

Les CCTP et les plans techniques ou d'architectes du DCE sont réputés être complémentaires les uns par rapport aux autres et réciproquement. Ainsi, les entrepreneurs ne pourront arguer un manque de précision des CCTP ou des plans si des ouvrages sont décrits aux CCTP et non figurés sur les plans ou figurés aux plans et non décrits aux CCTP.

Les documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'œuvre, ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter. Avant tout commencement d'exécution, les entrepreneurs s'assureront de l'exactitude des cotes des plans et coupes du DCE, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part à la Maîtrise d'œuvre des éventuelles observations.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs doivent, comme étant compris dans ses prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

De même, les entrepreneurs devront analyser les différents rapports techniques (Rapport de sol, rapport du bureau de contrôle), le PGC, le permis de construire et ses attendus, et tenir compte des éléments complémentaires à intégrer.

En cas de contradiction entre l'une ou l'autre des pièces non signalées à la remise des offres, le Maître d'Œuvre sera le seul à pouvoir choisir la solution à mettre en œuvre. Les entrepreneurs se devront donc de signaler les différents écarts entre les pièces pour pouvoir lever toute ambiguïté.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 9 sur 32	Juin 2025

Du fait de la remise de son offre, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE. Pour tel lot, il ne peut se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit lot si celles d'un autre lot donnent des indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage omis. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entrepreneur pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou parties d'ouvrage décrit.

De ce fait, les entrepreneurs doivent tous les travaux, fournitures et prestations mêmes non explicitement désignés nécessaires à l'exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des Règles de l'Art et aux règlements applicables. Celui-ci est réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix toutes les incidences éventuelles sur ses propres travaux.

En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au présent CCTP est formellement dû et vice et versa.

2.5.3 PLANS ARCHITECTE ET TECHNIQUES

Le plan architecte du dossier prime toujours sur celui ayant servi de support (fond de plan) au plan technique, hormis pour les indications d'ordre technique qui se rapportent au Lot Technique concerné.

Les entrepreneurs doivent, bien entendu, prendre connaissances de l'ensemble des plans qui constituent le DCE. Les plans techniques du Dossier de Consultation des Entreprises constituent un guide technique de référence et ne peuvent en aucun cas être considérés comme des plans d'exécution.

Les entrepreneurs doivent établir leurs propres plans d'exécution sous sa responsabilité et les soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle avant toute exécution.

2.5.4 VERIFICATIONS DES COTES

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes portées sur les plans qui lui sont remis. Il devra immédiatement signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qu'il constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

2.5.5 AGREMENTS DES FOURNITURES – ECHANTILLONS

L'entreprise soumettra à l'approbation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, les documents d'études qu'il aura établis, ainsi que la sélection des matériaux et matériels qu'il propose d'installer.

Il soumettra en deux exemplaires :

- Les échantillons de tous les appareils et petits équipements,
- Les échantillons de tous les matériaux mis en œuvre (pour les revêtements de sols, plafonds, muraux et/ou finitions murales prévoir 1 m² minimum)
- Les notices détaillées de fournisseurs pour les gros équipements,
- Les spécifications techniques complètes des constructeurs, les certificats, les essais de laboratoire qui devront être fournis pour tous les équipements et matériaux proposés,
- Les documents techniques devront être accompagnés d'un formulaire d'approbation fourni par le maître d'œuvre et complété par l'entreprise.

Le Maître d'œuvre pourra lui demander toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux, qu'il jugera nécessaires.

L'approbation des documents et échantillons devra être obtenue avant l'achat du matériel et l'exécution des installations.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 10 sur 32	Juin 2025

Si certains matériels demandent des agréments particuliers ou le passage dans un laboratoire spécialisé, l'entreprise en portera la responsabilité technique et financière sans rémunération additionnelle.

2.5.6 SUJETIONS DIVERSES CONTENUES DANS LES PRIX

Tous les prix remis comprennent la valeur de toutes les sujétions et prescriptions d'exécution telles qu'elles résultent du terrain, des différents documents contractuels, Lois Décrets, Arrêtés...régissant la construction, de la situation des locaux et des lieux, des exigences du calendrier prévisionnel, du respect des règles de sécurité édictées, des études nécessaires, de l'observation du Bureau de Contrôle. Aucun supplément n'est admis pour respect et mise en conformité aux documents, règles et avis prés cités.

En conséquence, l'adoption d'un prix unitaire pour règlement des travaux supplémentaires comprend l'ensemble de ces sujétions et ne peut être affectée d'aucune plus-value qu'elles qu'en soient la quantité et la situation de l'ouvrage pour lequel il est appliqué.

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Les détails estimatifs et les quantités y figurant sont établis par les entrepreneurs selon les différents articles des CCTP. A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité U, soit au mètre linéaire ml, soit au mètre carré m², soit au mètre cube m³, soit au kilogramme kg, sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnement, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc.

Les prix établis par les entrepreneurs et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de son offre, les entrepreneurs ne peuvent prétendre à réclamation sur les quantités qu'il a portées au détail estimatif. Les prix d'œuvre qu'il contient servent principalement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux éventuels.

2.5.7 DEPENSES COMMUNES – COMPTE PRORATA

Sans objet

2.6 CONTRAINTES LIEES AU SITE

L'entreprise devra avoir pris connaissance des lieux et des environs de l'ouvrage et de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux ainsi que de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux.

En particulier, elle sera tenue de faire une visite des lieux et d'avoir apprécié toutes les sujétions en résultant, notamment :

- Configuration du site et des abords, en site contraint,
- Maitrise des nuisances de chantier avec les habitations et commerces voisins,
- Moyens de communication et de transport, respect du règlement urbain,
- Ressources en énergie et en eau,
- Position des lieux de traitement et décharge pour les gravais,
- Possibilités d'installation de chantier,

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 11 sur 32	Juin 2025

Les travaux ayant lieu en ville, l'entreprise devra prendre en compte les limites de stockage sur place (cf indications du PGC), ainsi que les réglementations municipales, particulières limitant les possibilités d'accès routier au site.

2.7 CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE DU MARCHE

Il est rappelé que le marché est passé à prix global et forfaitaire. Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé suivant un cadre qui est obligatoirement celui établi par la Maîtrise d'Œuvre rempli par chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux.

Cette décomposition du prix global n'est pas un document contractuel.

En aucun cas, après signature du marché, chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux ne pourra invoquer une omission du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour demander une modification du prix global et forfaitaire.

Sont donc indiqués dans le cadre de décomposition global et forfaitaire, notamment, les prix unitaires posés et les quantités, de toutes les composantes du marché de travaux.

Modalités de remplissage du document cadre annexé :

Le cadre du devis estimatif doit être vérifié et complété par l'entrepreneur soumissionnaire à l'aide de ses prix unitaires et des quantités qu'il a estimées et qui deviennent forfaitaires. Aucune réclamation ne sera acceptée par la suite.

Le mode d'évaluation des ouvrages est effectué à partir des unités précisées dans le cadre correspondant.

Toute rubrique manquante et devant être rajoutée l'est dans les emplacements libres de l'article correspondant, sinon en fin de document, avec un graphisme distinct afin d'être mis en évidence.

Pour raisons de pratique informatique, le présent document peut être recopié, sous condition que ce soit en intégralité. Les prix unitaires comprennent toutes les prestations définies à l'article correspondant du présent CCTP, ainsi que toutes les dépenses générales définies dans ces mêmes documents et dans le C.C.A.P.

3 PROGRAMME DE TRAVAUX

Les travaux seront exécutés selon les réglementations de l'Acte d'Engagement, du C.C.A.P. et du C.C.A.G.

Les entreprises titulaires d'un marché de travaux qui seront nommées, auront à leurs charges la mise au point d'un planning d'exécution de l'opération sous contrôle de la Maîtrise d'œuvre, du coordonnateur OPC et du coordonnateur SPS.

Il est fourni lors de l'appel d'offre un délai total enveloppe.

Le suivi du planning sera fait conjointement avec le Maître d'œuvre et l'OPC. Les réunions de mise au point du planning se feront en présence du Maître d'Œuvre qui pourra à tout moment émettre un avis.

Le planning général finalisé par l'OPC sera le planning contractuel et opposable de l'opération, les entreprises seront invitées par l'OPC à signer ce planning et s'engageront à maintenir les délais imposés.

LE PLANNING GENERAL SERA SIGNE IMPERATIVEMENT PAR TOUTES LES ENTREPRISES AVANT LA FIN DE PREPARATION ET AVANT LE DEMARRAGE DES TRAVAUX.

NOTA : Dans le cas où une entreprise dûment convoquée est absente à la réunion de signature du planning général finalisé par l'OPC, il sera considéré comme tacitement accepté par cette dernière, sans pouvoir ultérieurement le remettre en cause. Le planning général sera notifié par la Maîtrise d'Œuvre.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 12 sur 32	Juin 2025

Le pointage par l'OPC du planning général se fera à chaque réunion de chantier en présence de toutes les entreprises titulaires d'un marché de travaux.

Le Maître d'Œuvre pourra si besoin, faire part à l'entreprise du retard pris dans les travaux lui incombant dans le compte rendu de chantier, et appliquer les pénalités de retard prévu dans le CCAP et/ou le CCAG (applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés).

3.1 CALENDRIER DES DECISIONS ET ECHEANCES PRINCIPALES

Le Calendrier des Décisions et Echéances Principales (CDEP) établi par le Maître d'œuvre d'exécution a pour objet de rappeler les échéances particulières figurant au Marché de Travaux et de fixer les dates principales de l'opération à respecter par l'Entrepreneur.

Ce calendrier peut notamment rappeler ou préciser :

- Le délai global
- Les délais partiels
- Les dates enveloppes études et travaux pour chaque lot
- Les échéances concernant les calendriers détaillés afin de permettre l'établissement puis la diffusion des calendriers détaillés TCE
- Les échéances relatives aux désignations de sous-traitants
- Les échéances relatives aux présentations des prototypes, échantillons ou témoins
- Toutes autres échéances particulières

Ce calendrier constitue un tableau de bord essentiel pour chaque intervenant.

L'Entrepreneur devra suivre rigoureusement et anticiper chacune des tâches y figurant.

3.2 CALENDRIER DETAILLE DES ETUDES

Dès l'ordre de service signifiant le commencement des études de préparation, et suivant les échéances précisées au CDEP ou suivant les dates précisées par le Maître d'œuvre d'exécution, l'Entrepreneur fournira au Maître d'œuvre d'exécution, tous les éléments permettant l'établissement des calendriers détaillés d'études.

Pour l'établissement de ces calendriers par le Maître d'œuvre d'exécution, l'Entrepreneur lui diffusera à minima :

- Sa liste prévisionnelle, y compris les dates prévisionnelles de diffusion, de l'ensemble des documents d'exécution (fiches techniques, notes de calculs, plans d'exécution, dossiers particuliers en vue de l'obtention d'avis de chantier ou d'ATEX, etc...)
- Son calendrier particulier des études sur lequel figure :
 - L'ensemble détaillé des tâches de la phase d'études concernée (par exemple les études d'infrastructure) et en particulier les points clés, décisions et chemins critiques,
 - Les dates enveloppes de la phase d'études suivante (par exemple, les études de superstructure).

L'Entrepreneur participera aux réunions de mise au point de calendrier organisées par le Maître d'œuvre d'exécution.

Après mise au point, les calendriers détaillés d'études coordonnés, établis par Maître d'œuvre d'exécution, se substituent, pour la phase d'études concernée au Calendrier Général des Etudes et Travaux. Ils deviennent alors contractuels, et servent de base à la coordination des études.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 13 sur 32	Juin 2025

3.3 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Dès l'ordre de service signifiant le commencement des études de préparation, et suivant les échéances précisées au CDEP ou suivant les dates précisées par le Maitre d'œuvre d'exécution, l'Entrepreneur fournira au Maitre d'œuvre d'exécution tous les éléments permettant l'établissement des calendriers détaillés d'exécution.

Pour l'établissement de ces calendriers par le Maitre d'œuvre d'exécution, l'entrepreneur lui diffusera à minima :

- Ses effectifs prévisionnels
- Son calendrier particulier d'exécution sur lequel figure :
 - o L'ensemble détaillé des tâches de la phase d'exécution concernée (par exemple les travaux hors essais) et en particulier les points clés, décisions et chemins critiques, les dates de commandes, deancements en fabrication, d'approvisionnements sur le chantier, de démarrage et de fin de pose.

L'entrepreneur participera aux réunions de mise au point de calendrier organisées par le Maitre d'œuvre d'exécution. Après mise au point, les calendriers détaillés d'exécution coordonnés, établis par le Maitre d'œuvre d'exécution, se substituent, pour la phase d'exécution concernée au Calendrier Général des Etudes et Travaux. Ils deviennent alors contractuels, et servent de base à la coordination des travaux.

3.4 AUTRES CALENDRIERS

Dès l'ordre de service signifiant le commencement des études de préparation, et suivant les échéances précisées au CDEP ou suivant les dates précisées par le Maitre d'œuvre d'exécution, l'entrepreneur fournira au Maitre d'œuvre d'exécution tous les éléments permettant l'établissement des autres calendriers.

Par exemple, tels que :

- Calendrier des études, travaux et raccordements des concessionnaires
- Calendrier d'aménagements des abords
- Calendrier des essais
- Calendrier des OPR
- Calendrier de remise des matériaux et matériels particuliers
- Calendrier des formations
- Calendrier de remise des DOE
- Calendrier des levées de réserves
- Etc...

3.5 NOTIFICATION DES CALENDRIERS

Les calendriers sont diffusés par la maîtrise d'œuvre à l'entrepreneur en réunion de chantier, ces diffusions étant actées dans le compte-rendu de chantier.

Sans observation précise, justifiée et sans proposition d'alternative acceptable, écrites, transmises par l'entrepreneur lors du rendez-vous de chantier suivant la diffusion du calendrier, le calendrier est réputé accepté sans réserve de quelque nature que ce soit par l'entrepreneur

En cas de diffusion d'observations précises, justifiées et de proposition d'alternative acceptable, écrites, transmises par l'entrepreneur, le Maitre d'œuvre d'exécution en étudie la recevabilité, et la décision finale lui appartenant, décide s'il y a lieu de diffuser un nouveau calendrier, le dernier calendrier diffusé étant alors réputé accepté sans réserve de quelque nature que ce soit par l'entrepreneur.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 14 sur 32	Juin 2025

3.6 MODIFICATION DE CALENDRIER

Si le déroulement du chantier l'exige, le Maître d'œuvre d'exécution peut être amené à modifier un calendrier :

- Soit pour tenir compte de l'avancement réel des études ou travaux,
- Soit pour rattraper le retard d'un entrepreneur afin d'en minimiser les conséquences.

Le calendrier est diffusé suivant les dispositions de l'article ci-avant.

3.7 ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit débiter et achever chacune de ses interventions aux dates indiquées dans les calendriers établis par le Maître d'œuvre d'exécution.

L'entrepreneur prend à ses frais et met en œuvre toutes dispositions utiles pour pallier tout retard dont la cause lui serait imputable.

En cas de retard, les différents calendriers permettent au Maître d'œuvre d'exécution de déterminer les responsabilités de chaque entrepreneur.

L'entrepreneur devra strictement se conformer aux dispositions arrêtées par le Maître d'œuvre d'exécution dans les calendriers établis par ce dernier afin de permettre le respect des délais visés à la Pièce Principale du Marché de Travaux même si certaines dispositions imposent des sujétions particulières (liées notamment à l'intervention d'autres entrepreneurs), ces sujétions étant réputées incluses dans le prix global et forfaitaire de l'entrepreneur.

3.8 TEXTES ET NORMES APPLICABLES

Les travaux seront conduits et exécutés conformément aux normes, lois, règles et décrets et cahiers des charges en vigueur au mois correspondant au mois qui précède le mois de la remise des offres, sauf en cas de prescriptions contraires explicites propres à certains règlements.

Les textes spécifiques et applicables à chaque corps d'état sont rappelés et énoncés dans tous les CCTP.

3.9 DECOMPOSITION EN LOTS SEPARES

Lot 00 CCTC

Lot 01 INSTALLATIONS DE CHANTIER – ECHAFAUDAGE - GROS ŒUVRE MACONNERIE – PIERRE DE TAILLE

Lot 02 CHARPENTE - COUVERTURE

Lot 03 MENUISERIES EXTERIEURES

Lot 04 SERRURERIE - METALLERIE

Lot 05 MENUISERIES INTÉRIEURES – CLOISON – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS – ISOLATION SOUS LES COMBLES

Lot 06 REVÊTEMENT DE SOL ET MURAUX - PEINTURE

Lot 07 VRD – AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

Lot 08 CVC - PLOMBERIE

Lot 09 ÉLECTRICITÉ CFO-CFA

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 15 sur 32	Juin 2025

4 REGLEMENTATION APPLICABLE AU CHANTIER

4.1 REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Les travaux, fournitures et équipements, devront satisfaire, aux règles imposées par les textes réglementaires et techniques en vigueur.

En raison de leur nombre et de leur volume, la liste détaillée de ces textes n'est pas ici rappelée. Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (arrêté du 25 Juin 1980 modifié).
- Le code de la construction et de l'habitation,
- Le code du travail,
- Le règlement sanitaire départemental type et les textes, pris en application de la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale au transfert de compétences en matière d'aide sociale et de santé,
- L'arrêté du 1/8/2006 + circulaire DGUHC 2007-53 relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.),
- Le Cahiers de Clauses Administratives Générales régissant les démarches administratives des travaux de construction.
- Les documents techniques unifiés (D.T.U.) : cahier des charges, cahiers des clauses techniques, mémentos, règles et méthodes de calcul,
- Les Avis Techniques du C.S.T.B,
- Les directives UEAtc,
- Les normes AFNOR,
- Les spécifications du R.E.E.F,
- Les règlements sanitaires départementaux et municipaux,
- Règles parasismiques,

4.2 CHARGES D'EXPLOITATION

Les ouvrages structurels dus par les entreprises devront reprendre toutes les charges permanentes, les charges d'exploitations et les charges exceptionnelles.

Les charges seront calculées de manière réglementaire, suivant les règlements et normes Françaises et Européenne en vigueur. Les entreprises transmettront toutes les notes de calcul pour visa, sans lequel elles ne pourront exécuter l'ouvrage.

4.3 RESISTANCE ET REACTION AU FEU DES OUVRAGES

Les entrepreneurs doivent la réalisation de ses ouvrages conformément aux règles de sécurité en vigueur et aux dispositions particulières précisées dans les règlements les pièces écrites, ces travaux faisant partie de son offre globale et forfaitaire

4.4 PERFORMANCE ENERGETIQUE

Le projet respectera la RT Existant.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 16 sur 32	Juin 2025

Il est rappelé que l'entreprise titulaires du marché de travaux de cette opération est engagée contractuellement au respect des exigences définies dans les pièces écrites et sur les plans, quant aux objectifs thermiques performanciers visés sur cette opération. A ce titre, l'entreprise a un devoir de résultat.

Les points suivants sont exigés :

- Assurer l'étanchéité à l'air lors de la mise en œuvre des équipements, notamment en traversée de dalle, de façade et de toiture ;
- Assurer une parfaite étanchéité à l'air de l'enveloppe du bâtiment par le calfeutrement des jonctions (utilisation de bandes adhésives, mastics, accessoires à joints) ;
- Fournir et poser les éléments nécessaires à l'atteinte de cet objectif d'étanchéité à l'air (joints spécifiques, colles, boîtiers étanches, ...etc.) ;
- Garantir une continuité de mise en œuvre des isolants et des pare vapeurs en cas de traversée ;
- Soigner les réservations ;
- Assurer l'étanchéité à l'air des réseaux de ventilation au niveau des raccordements par l'utilisation d'accessoires à joints.

L'entreprise sera garante de l'obtention des résultats attendus et tiendra à jour, pour la (les) visite(s) de fin de chantier, un classeur compilant les éléments demandés (bilan de chantier, suivi de bordereaux des déchets, échanges avec voisinages, études thermiques ...). L'entreprise devra toutes les pièces justificatives et compléter les formulaires et documents y afférant.

4.5 ETANCHEITE A L'AIR

4.5.1 GENERALITES

L'étanchéité à l'air est un paramètre essentiel pour garantir l'efficacité d'une ventilation et pour éviter les pertes thermiques à travers les défauts de l'enveloppe.

L'étanchéité à l'air des bâtiments devra respecter les demandes du calcul Règlementation Environnementale 2020.

Le respect des normes DTU et autres préconisations des fabricants sont bien sûr à respecter mais un soin particulier doit être apporté à tout « éléments jouant un rôle pour l'étanchéité à l'air de l'enveloppe du bâtiment ».

L'entreprise doit assurer la continuité de l'étanchéité et notamment au niveau des :

- Menuiseries extérieures (éléments de menuiseries dont portes d'entrée, et liaisons menuiseries/façade) ;
- Passages de réseaux en plancher
- Discontinuités de l'enveloppe

L'ensemble des éléments nécessaires pour assurer l'étanchéité des liaisons devra être prévu par les entreprises.

L'entreprise doit produire un détail de mise en œuvre pour chaque liaison de l'enveloppe et des systèmes mettant en évidence le traitement de chacun des détails techniques de l'enveloppe.

Le titulaire du marché devra organiser des séances de sensibilisation à l'étanchéité à l'air auprès des différents intervenants (équipes de pose, co-traitants, sous-traitants...), de réaliser des contrôles sur les points sensibles et gérer les tests à prévoir avec les corps d'état concernés.

Afin de suivre l'évolution de la pose des différents éléments agissant sur la performance à l'étanchéité à l'air du bâtiment, les autocontrôles à base de photographies des pare-vapeur avant la pose des isolants seront fournis par les entreprises à la maîtrise d'œuvre. Une réception de support sera réalisée par l'entreprise qui prend la suite de la pose du pare-vapeur et de l'isolant. Enfin, des autocontrôles sur l'ensemble des rebouchages des trémies devront être fournis sous forme là encore de photographies.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 17 sur 32	Juin 2025

4.5.2 PRINCIPES A RESPECTER POUR UNE BONNE ETANCHEITE A L'AIR

Le problème de l'étanchéité à l'air du bâtiment concerne de nombreux corps d'état sur le chantier et notamment : le corps d'état Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille , le corps d'état Menuiseries extérieures, le corps d'état Cloisons-doublages-faux-plafonds.

Le respect des DTU et des règles de mise en œuvre des matériaux est la première mesure à prendre en compte afin de s'assurer de la bonne jonction entre les matériaux. On peut citer par exemple la reconstitution systématique de l'isolation sous les prises et les interrupteurs.

Garder dès à présent à l'esprit les principes suivants :

Des composants de construction en matériaux durs (bois, métal, béton, etc...) posés l'un contre l'autre ou assemblés sans joints, ne permettent pas de réaliser une liaison étanche.

Les matériaux qui permettent généralement d'obtenir une bonne étanchéité aux assemblages sont :

- Des bandes d'étanchéité ou des cordons préformés comprimés,
- Des mastics extrudés ou coulés,
- Des mousses expansives injectées.

Les fonds de joints ne sont pas prévus pour assurer seuls l'étanchéité à l'air d'une liaison.

Les produits mis en contact pour obtenir l'étanchéité à l'air doivent être compatibles entre eux.

Les produits qui n'adhèrent pas aux supports doivent être comprimés pour être efficaces.

Les produits non-comprimés doivent adhérer aux supports pour que la liaison soit étanche.

La pérennité de l'étanchéité à l'air au niveau d'une liaison dépendra principalement :

- De la conservation des supports,
- De la conservation des produits d'étanchéité,
- De la pérennité de la liaison support / produit d'étanchéité.
- Les conditions de stockage et de mise en œuvre des matériaux sont généralement contraignantes, mais elles doivent être respectées si l'on souhaite obtenir de bons résultats et les pérenniser.
- Les enduits intérieurs permettent de supprimer de nombreuses infiltrations.
- Les fissures doivent être bouchées.
- Un contrôle strict de la mise en place des pare-vapeur est indispensable.
- Lors de la pose des menuiseries, une attention particulière sera portée au réglage des quincailleries et à l'étanchéité du joint entre paroi et menuiserie.

4.5.3 TEST D'ETANCHEITE A L'AIR

Test d'étanchéité à l'air à prévoir pour l'ensemble des bâtiments.

Chacun des tests se fera en présence de l'entreprise titulaire du marché et du Maîtres d'œuvre.

Tous les frais engendrés seront à la charge de l'entreprise ayant commis la malfaçon, y compris les reprises nécessaires et les tests supplémentaires d'étanchéité.

En cas de respect de l'objectif d'étanchéité à l'air du bâtiment, les travaux peuvent reprendre mais en cas de non-respect, l'entreprise doit réaliser l'ensemble des interventions permettant de rectifier les fuites éventuelles. Les interventions sont à la charge de l'entreprise et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un devis de travaux supplémentaires.

Un délai de 10 jour ouvré est laissé à l'entreprise pour réaliser ces interventions. Un test de vérification doit être réalisé après les reprises éventuelles dans un délai de 14 jours ouvrés après le jour du test « intermédiaire ». Ce

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 18 sur 32	Juin 2025

nouveau test est à la charge de l'entreprise et l'organisme réalisant ce test doit être le même que celui missionné par le maître d'ouvrage.

Cette procédure peut être répétée jusqu'au respect de la perméabilité à l'air.

Un premier test sur les premières menuiseries de chaque bâtiment sera effectué, à l'aide par exemple d'un test aux ultra-sons.

Puis, un test sur le prototype façade devra être effectué à l'aide d'un test au fumigène par exemple.

Tous les autocontrôles permettant le respect de l'étanchéité à l'air du bâtiment, seront à la charge de l'entreprise, qui devra toutes les vérifications pendant les travaux jusqu'aux tests, sur les différents bâtiments. L'entreprise devra prévoir des cloisons provisoires pour confinement des zones où auront lieu les tests.

L'entreprise prend à sa charge les tests dit « intermédiaires » réalisés par un organisme indépendant et certifié agréé dès que l'étanchéité de l'enveloppe du bâtiment est assurée. Le premier test sera effectué sur une zone témoin par bâtiment, en présence de l'entreprise et des Maîtres d'œuvre et d'ouvrage. Un second test sera réalisé à la fin du « Clos couvert » de chaque bâtiment, sur 2 zones à déterminer en cours de chantier avant la commande des tests ;

Tout test négatif, devra faire l'objet de nouveau test après réparation des fuites et seront à la charge de L'entreprise. Il sera effectué autant de test qu'il devra jusqu'à obtention des valeurs visées.

Des autocontrôles intermédiaires à la charge des entreprises devront être réalisés durant les travaux afin de s'assurer du bon avancement des travaux en relation avec la perméabilité à l'air du projet. Ces autocontrôles devront être sous la responsabilité de l'entreprise.

De plus, un test sur un local témoin pour chaque bâtiment fournira la première valeur de perméabilité à l'air du bâtiment.

Un test final pris en charge par l'entreprise sera réalisé conformément aux règles et processus de la mesure de l'étanchéité à l'air des bâtiments. Le test sera effectué au minimum sur un échantillon des bâtiments, les plus critiques du bâtiment.

Les mesures seront réalisées conformément à la Norme NF EN 13829 et son guide d'application GA P50-784.

Dans l'éventualité où le relevé ne satisfait pas au niveau d'étanchéité à l'air requis, l'organisme chargé du test devra localiser les sources de fuite par caméra thermique ou fumée.

Il est rappelé qu'en cas de test final négatif, l'entreprise devra reprendre les ouvrages à ses frais et prendre à sa charge de nouveaux tests jusqu'à l'obtention des résultats visés.

4.6 QUALITE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

D'une façon générale, tous les matériaux et fournitures seront conformes aux indications du C.C.T.P.

Toutefois, les entrepreneurs pourront toujours proposer une marque différente de celle prescrite (marque donnée à titre indicatif), dans la mesure où celle-ci satisfait aux obligations de résultat et de performance recherchées (aspect, constitution, durabilité, label, avis technique, résistance au feu justifiée par un procès-verbal, d'essai, etc.).

Dans le cas où, la référence de fourniture ne serait pas indiquée dans les CCTP, la marque choisie par les entrepreneurs devront apparaître dans son offre, afin que le Maître d'Œuvre puisse en apprécier les qualités.

4.7 QUALITE DES PRODUITS ET MISE EN OEUVRE

L'ensemble des travaux sera réalisé avec des produits et procédés exclusivement certifiés ou, à défaut, justifiant de caractéristiques équivalentes (au sens de la recommandation T1-99 du GPEM établie en date du 7 octobre 1999).

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 19 sur 32	Juin 2025

Les entreprises devront fournir les justificatifs ou leur équivalence :

- Normes françaises et européennes en vigueur
- Normes D.T.U.
- Avis Techniques (ATec) Français ou Européens
- Règles professionnelles
- Agrément Technique d'Expérimentation (ATEX)

Tous les isolants posséderont un certificat ACERMI, les laines minérales posséderont la certification EUCB.
Les produits ou procédés mis en œuvre pour les façades et toitures, et entrant dans le champ de l'avis technique ou de l'ATEX, devront bénéficier d'un avis technique ou d'un ATEX favorable aux conditions d'emploi de ce produit ou de ce procédé.

Les entreprises devront communiquer à la MOE et au CSPS toutes les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur, tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A du 30 avril 2009.

En présence de laines minérales, elles seront certifiées EUCB.

NOTA : Les matériaux contenant des particules amiantées sont strictement interdits.

4.7.1 TRAITEMENT DE PRESERVATION DU BOIS

La durabilité naturelle ou conférée du bois (établie dans les normes NF EN 350-2 Octobre 2016 et NF EN 351-1 Septembre 2007) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

Les produits contenant du bois sont labellisés CTB-B+ ou CTB-P+ (ou équivalent)

En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement n'utilisant pas de substance active (avec procédure ATec ou ATEX).

4.7.2 TRAITEMENT DE FINITION DU BOIS

En cas de traitements de finition, ces derniers devront respecter le décret n° 2006-623 du 29 mai 2006.

4.7.3 VERNIS ET PEINTURES

L'entreprise devra fournir la teneur en COV de tous les vernis et peintures. Les peintures devront respecter la réglementation en vigueur au 01/01/2010.

Les ouvrages préparatoires des surfaces à peindre seront adaptés en fonction des supports et des qualités de finition souhaitées. Les systèmes de peinture seront cohérents, les sous-couches seront compatibles avec les finitions et les supports. Il sera utilisé des systèmes complets en provenance du même fabricant.

Les produits seront mis en œuvre dans des conditions d'application, préparations des supports, hygrométrie, température ambiante, matériel d'application, temps de séchage, etc., conformes aux définitions du DTU ainsi qu'aux spécifications UNP, cahiers du CSTB et spécifications du fabricant.

Les revêtements absorbants ainsi que tous les ouvrages de désolidarisation et d'étanchéité (suspentes anti vibratiles, plots et joints néoprène etc) ne devront en aucun cas être peints.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 20 sur 32	Juin 2025

5 ETUDES D'EXECUTION

5.1 ETUDES D'EXECUTION

Les plans joints au dossier ne constituent en aucun cas des plans d'exécution, mais sont des schémas de principe ; à ce titre, les entreprises doivent réaliser leurs propres études d'exécutions et produire les plans d'exécution, d'atelier et de chantier nécessaires à la réalisation de ses travaux ainsi que les plans de détails, notes de calculs, etc. Tous ces documents doivent être soumis à l'accord du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle avant exécution. Le PIC devra également être validé par le CSPS avant tout démarrage.

Le montant de cette prestation est réputé inclus dans la proposition globale et forfaitaire de l'entreprise.

Les entreprises devront présenter la liste prévisionnelle des documents à fournir pendant la période de préparation (4 semaines après l'OS de démarrage).

L'entreprise est tenue de vérifier :

- Que les données définies dans l'ensemble des documents du marché sont cohérentes entre elles,
- Que les détails de construction définis, les documents du marché (plans, CCTP, notices, etc.) sont pertinents et cohérents,
- Que les systèmes constructifs choisis sont appropriés, s'ils présentent les caractéristiques requises à l'utilisation prévue,
- Les quantités qu'elle doit établir et inscrire de manière claire et cohérente dans le cadre de DPGF non renseigné de la Maîtrise d'œuvre, suivant CCTC TCE et pièces administratives.

Les prix unitaires qu'elle doit établir, sur la base des prix fournisseurs en y ajoutant la part de pose nécessaire, et tous les frais annexes (livraison, études...), et qu'elle doit inscrire au cadre de DPGF pour le renseigner conformément aux demandes du CCTC TCE et des pièces administratives.

La présentation du bordereau quantitatif estimatif par lot être conforme au modèle joint et chaque ligne doit être remplie avec quantités à vérifier impérativement par l'entreprise, prix unitaire et somme. Les offres qui ne comporteront pas ce bordereau quantitatif (DPGF) parfaitement rempli seront éliminées d'office.

Les prix unitaires doivent être cohérents et servent de référence pour établir un nouveau devis dans le cas de travaux supplémentaires et modificatifs.

En cas de contradiction entre l'une ou l'autre des pièces du dossier, non signalée à la remise des offres, le Maître d'Œuvre est le seul à pouvoir choisir la solution à mettre en œuvre. L'entreprise se doit donc de signaler les différents écarts entre les pièces pour pouvoir lever toute ambiguïté, avant la signature du marché. En l'absence de manifestation, la solution la plus contraignante pour l'entreprise est à considérer dans le marché de travaux.

Si un ouvrage (ou une partie d'ouvrage) figuré aux pièces graphiques n'est pas mentionné dans le CCTP, et si aucune indication de celui-ci ne précise qu'il est traité hors forfait ou qu'il est exclu du marché, il est alors implicitement compris dans le prix forfaitaire.

Le titulaire, ne peut se prévaloir d'anomalies, erreurs ou omissions, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché. Il doit donc exécuter, comme étant compris dans son marché, tous les travaux ou fournitures accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages dont il a la charge.

5.2 MISE AU POINT DES PLANS D'EXECUTION

L'attention des entreprises est attirée spécifiquement sur les points suivants :

- L'intégralité des dossiers d'exécution des ouvrages de tous les lots devra impérativement être présenté à l'examen de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle dans un délai maximum de 3 mois après la notification de son marché à l'entreprise (signature de l'ordre de service n° 1 de démarrage établi par le maître d'ouvrage) ;

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 21 sur 32	Juin 2025

- Pour ce faire, l'entreprise organisera la désignation de l'intégralité de ses éventuels sous-traitants et l'obtention de leur agrément sans réserve par le maître d'ouvrage dans un délai compatible avec celui arrêté pour la production et de la diffusion des dossiers d'exécution ;
- Tout retard dans la présentation de tout ou partie de ces dossiers d'exécution des ouvrages entraînera, après mise en demeure par courrier recommandé du maître d'ouvrage sur demande du maître d'œuvre, l'interruption de l'opération aux frais et dépens de l'entreprise et avec application des pénalités prévues au CCAP.

L'entreprise établira ou fera établir, tous les dessins d'exécution, calepins, épures, tracés, détails, ainsi que toutes notes de calculs, notes explicatives et notes justificatives nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Ces documents, qui ne peuvent en aucune façon modifier le projet, seront soumis au maître d'œuvre et au bureau de contrôle technique dans un délai d'au moins 30 jours avant mise en exécution des premières prestations, pour leur permettre de les contrôler et de les rectifier, s'il y a lieu, avant de les approuver.

Les notes de calculs seront établies conformément aux règles en vigueur.

Les modifications présentées par le maître d'œuvre ne diminueront en rien la responsabilité de l'entrepreneur si celui-ci n'a pas présenté en temps utile ses objections écrites et motivées.

Le maître d'ouvrage sera informé par le maître d'œuvre de l'acceptation ou du rejet des réclamations présentées par l'entreprise.

Si l'entreprise omet de soumettre au maître d'œuvre les documents visés au présent article, elle sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourrait entraîner le refus des ouvrages et leur démolition à ses frais. Elle sera également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

5.3 "P.P.S.P.S"

L'entrepreneur et leurs sous-traitants sont tenus de satisfaire aux dispositions législatives et réglementaires prévues dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier.

Ils ont pour obligation d'établir leur Plan Particulier de Sécurité Protection Santé « P.P.S.P.S. »

Ils devront, dans les 30 jours qui suivront la signature de leur marché, adresser ce document aux personnes et organismes suivants :

- Maître d'Œuvre.
- Directeur départemental du travail et de la main d'œuvre.
- Chef de service de prévention de la caisse régionale d'assurance maladie.
- Comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
- Médecin du travail et délégués du personnel, pour l'obtention d'avis qui seront à transmettre aux trois organismes susnommés.

Le chantier sera soumis au décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 concernant l'intégration de la sécurité de l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil (voir le PGC).

5.4 SYNTHESE / APPROBATION DES PLANS / DOE

La synthèse technique constituée de l'ensemble des lots concernés, **incombe et sera animée par le lot 01**

La synthèse technique et architecturale concerne l'interface entre tous les corps d'états de l'opération et plus particulièrement ceux liés aux travaux de :

- GROS ŒUVRE
- CHARPENTE – COUVERTURE
- CVC / PLOMBERIE

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 22 sur 32	Juin 2025

- TRAVAUX DE SECOND ŒUVRE – FINITIONS
- VRD

Celle-ci n'est pas limitée dans le temps. Les entreprises doivent y participer aussi longtemps qu'il le faut et ce jusqu'à approbation de l'ensemble des plans de synthèses.

La mission de synthèse consiste à coordonner spatialement et à optimiser les différents lots techniques du bâtiment à construire afin de régler les problèmes de coordination des prestations et équipements des entreprises entre la structure les lots techniques et les corps d'états secondaires.

Toutes les entreprises doivent participer à toutes les réunions de synthèse, sauf si le Maître d'œuvre décide autrement. Toute absence doit être justifiée à l'avance (5 jours ouvrable avant) à la Maîtrise d'œuvre.

La mission de synthèse doit se faire à partir des plans d'exécution des entreprises.

Ceux-ci doivent comporter la représentation dimensionnelle et les altitudes des enveloppes (avec indications des marges d'accessibilité éventuelles) de leurs équipements ainsi que les réservations nécessaires.

Les conflits résultants peuvent être d'ordre géométrique ou technique ou encore esthétique.

La mission de synthèse ne peut s'effectuer efficacement et rapidement qu'avec l'utilisation de supports identiques (zones ayant les mêmes limites), à la même échelle et ceci par les différents intervenants.

Les entreprises doivent se conformer aux indications des responsable de synthèse dès l'OS de démarrage.

6 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION DES TRAVAUX : D.O.E.

Il est rappelé que l'ensemble des documents doivent être en FRANÇAIS.

Il est précisé que SEULS LES DOCUMENTS SUR PAPIER FONT FOI.

Indépendamment des documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur remet au Maître d'Œuvre, les documents suivants (dont un reproductible sur papier non agrafé) + clef USB au format WORD et/ou EXCEL sur P.C. et MAC pour les textes, tableaux, feuille de calcul, etc. et au format d'échange DWG (PC) (et) DXL (P.C. et MAC) obligatoire pour les plans.

Au plus tard lorsqu'il demande la réception en 2 exemplaires :

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions du fabricant et conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur y compris la liste des fabricants et/ou fournisseurs avec leur adresse, téléphone et télécopie (Tous documents en français).
- Les schémas d'armoires seront positionnés dans celles-ci dès leur mise en service. Cet exemplaire sera remplacé par un exemplaire plastifié "Plan de récolement" lors de la remise de cette pièce dans le mois suivant la réception.
- L'inventaire des fournitures du bâtiment par salle ou local qui sont remplaçables avec leur référence et les coordonnées d'un fournisseur et une indication de prix avec date de valeur. Cette fourniture sera sous forme papier et clef USB au format WORD et/ou EXCEL sur PC.
- Les procès-verbaux et/ou avis technique de chaque matériau et matériel employés dans la construction du présent projet avec les indications suivantes pour chacun des documents :
 - Le cachet et la signature de l'Entreprise adjudicataire du marché.
 - La liste des locaux où sont posés le matériau et/ou le matériel.
 - Le type du ou des supports sur lesquels sont fixés ce matériau.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 23 sur 32	Juin 2025

Dans le mois suivant la réception : le dossier D.O.E. en 3 exemplaires :

- Les plans et autres documents mis à jour conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.
- Les plans d'exécution mis à jour selon l'exécution réelle des travaux (plans de récolement).
- Les schémas des armoires, etc.
- Les notices d'entretien de chaque matériel.
- Les notices d'entretien des revêtements de sol, murs, etc..
- Les notices d'entretien des meubles et agencements.
- Une liste des équipements ou composants susceptibles d'être remplacés dans le cadre d'opérations de maintenance, avec références exactes, nom, adresse, téléphone, fax et télécopie des fournisseurs (2 exemplaires) y compris pour les lots avec quincaillerie et les lots avec agencement et mobilier. Notice en français.
- Dossier D.I.U.O. (Dossier d'Intervention Ultérieures sur l'Ouvrage) : L'Entrepreneur doit mettre à la disposition du Coordonnateur Santé Sécurité, dans le courant des études et du chantier puis dans le mois qui suit la réception, tous les éléments lui permettant de compléter le D.I.U.O. : en papier A4 et USB EXCEL (voir P.G.C.) (Il est rappelé que le dossier D.O.E. est un dossier séparé et ne fait donc pas partie du D.I.U.O.). Tous documents demandés par le S.P.S. doivent être fournis et sont dus dans l'offre forfaitaire.
- La fourniture des clefs USB des fichiers mis à jour des plans sur AUTOCAD (PC) (ou) ARCHICAD (MAC).

Le DOE sera remis en deux étapes :

- Etape 1 :

Remise de 2 exemplaires pour visa de la Maîtrise d'œuvre.

- Etape 2 :

Remise de 3 exemplaires corrigés, s'il y a lieu, suivant les observations de la Maîtrise d'œuvre.

La remise des documents est à fournir dans les dossiers suivants :

A - Les exemplaires tirés sur papier en format A4 : Deux chemises à sangle ou dans boîtes archives en plastique rigide avec anse de préhension dont le modèle sera spécifié par le Maître d'Œuvre.

B - Les fichiers sur clef USB

La fourniture de ces dossiers (l'ensemble des documents ci avant) conditionne le règlement financier définitif des travaux de chaque Entreprise concernée. (Voir C.C.A.P.).

NOTA IMPORTANT : *Tous les plans et documents remis à cette occasion doivent indiquer un nouvel indice, avec la mention "PLAN DE RÉCOLEMENT TEL QU'EXÉCUTÉ" et la date de la réception des travaux.*

7 CERTIFICATS, PROCES VERBAUX, CONTROLE, ESSAIS, PROCEDURE DE RECEPTION

Sont rappelés ci-après les conditions relatives aux PV, témoins et échantillons auxquelles les entreprises doivent se soumettre, notamment lors de la réception des travaux.

7.1 CERTIFICATS, AVIS TECHNIQUE, AGREMENTS

Les entreprises sont tenues de produire les justifications de provenance et de qualité des matériaux, et de fournir tous les échantillons qui leurs seront demandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de se faire représenter dans les usines, magasins, ateliers de l'entrepreneur, pour les opérations de vérification et d'essais des matières premières destinées au chantier, ceci avant ou après usinage.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 24 sur 32	Juin 2025

Les procès-verbaux de classement au feu, les avis techniques, les certificats d'hydrofugation, de traitement des bois, de protection des métaux, les fiches FDES, etc. sont à fournir par **TOUS LES MANDATAIRES DE CHAQUE LOTS**. Tous les produits seront « marquage CE ».

Le Maître d'œuvre pourra demander aux entreprises, toutes les justifications, documentations, échantillons, procès-verbaux, qu'il jugera nécessaires.

L'approbation des documents et échantillons devra être obtenue avant l'achat du matériel et l'exécution des installations.

7.2 BREVETS

Les entrepreneurs garantiront qu'ils ont la propriété des systèmes, procédés ou objets qu'il emploie et, à défaut, s'engageront auprès du Maître d'œuvre à acquérir toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les couvrent.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle et en accord avec le Maître d'œuvre.

7.3 QUALITE MINIMALE REQUISE

Les entreprises soumettront avec leur offre les marques, modèles et extraits de catalogue pour tous les équipements principaux constitutifs des systèmes proposés.

Les équipements seront choisis dans une gamme qui représente la meilleure technique et technologie disponible, y compris en termes de consommation d'énergie.

L'entreprise pourra soumettre des variantes à condition d'avoir soit chiffré la base, soit justifié techniquement l'amélioration apportée au concept par la variante, soit démontré la non-faisabilité de la solution de base

7.4 CONTROLE ET ESSAIS DES MATERIAUX

Tant en cours de chantier, qu'à l'achèvement des travaux, il sera procédé, en présence du Maître d'Œuvre et/ou du Bureau de Contrôle, à des essais et vérifications conformément aux impositions des documents contractuels et des textes réglementaires en vigueur (cahiers D.T.U., etc.).

Ces contrôles, qui sont à la charge de l'entrepreneur, se rapporteront notamment aux :

- Essais sur éprouvettes de béton,
- Essais d'étanchéité à l'air, à l'eau et au vent,
- Essais de fonctionnement des installations techniques,
- Mesures d'isolation acoustique.

La fourniture des fluides, combustibles, courant électrique, utiles aux essais et aux vérifications, est à la charge de des entreprises concernées par les opérations de contrôle, qui devront par ailleurs fournir le matériel d'essai nécessaire et mettre à disposition la main d'œuvre affectée aux vérifications.

Ces essais seront réalisés aux frais des entreprises concernées jusqu'à l'obtention de résultats conformes aux exigences réglementaires et contractuels.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 25 sur 32	Juin 2025

7.5 AUTOCONTROLE ENTREPRISES

Par autocontrôles Entreprises, il faut entendre :

- L'ensemble des opérations de contrôle, d'essais, tests et mise en service des installations techniques dans leur cadre fonctionnel

Ils seront réalisés à la fois en usine et sur site.

La procédure d'autocontrôle sera matérialisée par un recueil de fiches établies par l'entreprise du présent lot en cohérence avec l'organisation du présent descriptif, avec les recueils de fiches des autres lots du présent ensemble et avec la décomposition des tâches du calendrier détaillé contractuel des travaux.

Avant utilisation, les fiches d'autocontrôle ainsi établies seront soumises au Contrôleur Technique et à la MCE, qui pourront demander des adaptations ou compléments.

Après autocontrôle, ces fiches dûment datées et signées, constitueront certificat par l'entreprise de la réalité du contrôle et de la conformité, ou à défaut, mentionnent les anomalies relevées ainsi que les mesures pour y remédier.

Dans le cas d'autocontrôle d'ouvrages en relation de fonctionnement avec ceux d'un ou plusieurs d'autres lots, les fiches correspondantes seront visées pour chacun des entreprises sous-traitantes concernées.

Les fiches d'autocontrôle seront remises au même titre que les documents d'exécution et font partie intégrale du dossier de recollement.

Les fiches d'autocontrôle seront transmises au fil de l'eau à l'achèvement de chaque tâche et un classeur sera tenu à jour avec l'intégralité des fiches.

La non-fourniture d'une fiche d'autocontrôle vaut non-achèvement de la tâche correspondante.

7.6 CONSUEL

Il est rappelé à l'Entreprise ces obligations vis-à-vis du décret du 6 Mars 2001 publié au J.O du 13 Mars, les dispositions du Décret du 14 Décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures toute nouvelle installation électrique à caractère définitif située dans une construction nouvelle et alimentée sous une tension inférieure à 63 kilovolts.

Les entrepreneurs concernés auront à sa charge la mission de coordination pour l'ensemble des ouvrages à réaliser pour l'obtention du CONSUEL ainsi que la prise en charge de la mission de vérification par un Bureau de Contrôle agréé pour tous les corps d'états. Selon planning.

7.7 PROCES-VERBAUX ACOUSTIQUE

Les entrepreneurs devront fournir les P.V. d'essais de tous les matériaux (au plus tard 15 jours avant la commission de sécurité) et ouvrages pour lesquels un indice d'affaiblissement acoustique est requis, soit par la réglementation, soit par le présent DCE.

Ce PV doit être réalisé conformément aux normes en vigueur, récent. Les PV en laboratoires devront être récents et dont leur validité sera en cours.

Les entrepreneurs devront fournir au Contrôleur Technique et à la Maîtrise d'œuvre tous les calculs nécessaires à la vérification des performances acoustiques demandées au présent DCE et rapport acoustique.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 26 sur 32	Juin 2025

7.8 PROCES-VERBAUX DE RESISTANCE AU FEU

Les entrepreneurs devront fournir les P.V. d'essai en cours de validité de tous les matériaux, matériel et ouvrages pour lesquels un degré C.F. de résistance au feu ou de comportement en réaction au feu est demandé par les règlements ou le présent DCE.

8 ECHANTILLONS / PROTOTYPE

8.1 OBJET

Afin de procéder au meilleur choix de matériaux, et d'apprécier la qualité de leur mise en œuvre, les présentations des échantillons, maquettes, prototypes sont organisées, suivant les indications du Maître d'œuvre d'exécution, à la charge de l'Entrepreneur, sur le chantier, et suivant le Calendrier des Décisions et Echéances Principales (CDEP) ou dans des délais fixés par le Maître d'œuvre d'exécution.

Les échantillons, maquettes, prototypes, ainsi présentés, sont soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et dans le cadre de ses prérogatives à celle de la Maîtrise d'ouvrage.

8.2 ECHANTILLONS

Les entreprises devront obligatoirement soumettre à approbation les échantillons de tous les matériaux, appareils ou éléments devant être réalisés pour l'exécution du Marché de Travaux.

Suivant le Calendrier des Décisions et Echéances Principales (CDEP) ou dans des délais fixés par le Maître d'œuvre d'exécution :

- Les entreprises produiront la liste des échantillons à valider par la Maîtrise d'œuvre.
- Après validation de la liste des échantillons, les Entreprises fourniront pour chaque échantillon, une fiche matériau ou matériel et tous renseignements qui pourraient être demandés par la Maîtrise d'œuvre (gamme de couleurs, documentation fabricant, etc...), et notamment les aspects liés aux dispositions environnementales et au respect de la performance énergétique,
- Les entreprises devront déposer les échantillons dans le local, implanté sur le chantier, suivant les préconisations du Maître d'œuvre d'exécution approuvées
- Sauf indication contraire dans le document relatif aux « Dépenses d'intérêt commun et compte prorata » joint au Marché de Travaux,
- Chaque échantillon sera étiqueté par les entreprises suivant la numérotation de la fiche technique correspondante et les indications du Maître d'œuvre d'exécution,
- Après avoir respecté les étapes ci avant définies et ce pour la totalité des échantillons, les visites d'échantillons pourront avoir lieu dans un premier temps entre l'Entreprise et la Maîtrise d'œuvre.
- Dans un délai fixé par le Maître d'œuvre d'exécution, l'Entrepreneur rectifie les présentations d'échantillons suivant les observations de la Maîtrise d'œuvre.
- Lorsque toutes les observations de la Maîtrise d'œuvre ont été prises en compte, le Maître d'œuvre d'exécution peut procéder à la présentation des échantillons à la Maîtrise d'ouvrage
- Dans un délai d'un mois à compter de la rectification des présentations d'échantillons suivant les observations du Maître d'œuvre d'exécution, ce dernier transmet les validations, observations ou refus sur les échantillons après avoir pris en compte les observations éventuelles de la Maîtrise d'ouvrage.
- Les observations du Maître d'œuvre d'exécution sont prises en compte par l'Entrepreneur jusqu'à obtention de la validation sur l'ensemble des échantillons.
- Au cas où il s'avérerait que des parties de la fourniture ne répondent pas aux normes ou aux exigences des pièces du marché, les entrepreneurs devront apporter gratuitement toutes les modifications nécessaires et rendre son installation conforme aux critères imposés.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 27 sur 32	Juin 2025

Les FABRICATIONS ne pourront être LANCEES par l'ENTREPRENEUR auprès de ses fournisseurs qu'après validation par le MAITRE D'ŒUVRE D'EXECUTION des échantillons.

L'ensemble des échantillons et documents acceptés reste disponible pendant toute la durée des travaux.

Les échantillons fournis deviendront la propriété de la Maitrise d'ouvrage, qui pourra les éprouver et éventuellement les détériorer sans que l'Entrepreneur soit rémunéré de ce fait.

8.3 MAQUETTES - PROTOTYPES

Des prototypes témoins sont réalisés pour validation par la maitrise d'ouvrage et la maitrise d'œuvre.

Ils seront réalisés suivant les indications du dossier de consultation et seront fournis dans un délai maximum de 6 mois à partir de la date de démarrage du chantier.

Les prototypes seront mis en œuvre et disposés sur site et seront refaits jusqu'à obtention de la validation de la Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

Les entreprises titulaires se doivent d'organiser et de prévoir l'ensemble des contraintes financières et techniques afin de garantir et d'obtenir la validation définitive des prototypes proposés.

Toutes les entreprises prendront en compte le fait des prototypes et témoins seront dus incluant tous les travaux T.C.E. dans l'offre globale et forfaitaire.

Des palettes d'échantillons de coloris de ces différents matériaux seront proposées. La présentation devra être programmée suffisamment à l'avance de façon à permettre d'éventuelles modifications, sans entraîner de retard dans le calendrier contractuel des travaux.

En conséquence, les prototypes présentés pourront être modifiés à l'issue de la présentation au maître d'ouvrage et ne pourront être en aucun cas des premiers de série.

La mise en place de ces prototypes est pilotée et organisée par l'entreprise en charge **des travaux d'Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille**, en coordination avec tous les titulaires de lot. Elles fourniront un tableau récapitulatif des matériaux/matériel composant l'ouvrage, indiquant tous les renseignements qui lui seront demandés par le Maître d'Œuvre ou le Maître de l'ouvrage.

Les entreprises devront prévoir dans leur offre l'intégration de la mise en œuvre de produits et procédés sur prototype.

La maitrise d'œuvre et la Maitrise d'ouvrage se laissent le droit de faire recommencer un ouvrage sur le prototype jusqu'à obtention du degré de finition et d'aspect demandé. Aucun ouvrage demandé au prototype ne pourra être réalisé ou posé sans la validation. L'entreprise devra prendre en compte dans ses délais toutes les étapes liées au prototype avant fabrication et réalisation pour mise en œuvre sur le chantier. Aucun retard ou compensation financière ne sera acceptée pour des causes liées au prototype et ne relevant pas de la responsabilité de la Maitrise d'œuvre ou de la Maitrise d'ouvrage.

Les entreprises titulaires (ou sous-traitantes) qui réaliseront les travaux devront être les mêmes que celles qui réalisent les prototypes.

L'emplacement exact, la forme et les modalités liées à l'organisation et à la réalisation de ces prototypes seront définis au démarrage des travaux, durant la période de préparation, en coordination avec l'OPC et le maître d'œuvre.

8.4 LOCAUX TEMOINS

Des zones témoins seront réalisées, suivant inventaires et repérages des prototypes et témoins

Les entreprises se doivent d'organiser et de prévoir l'ensemble des contraintes financières et techniques afin de garantir et d'obtenir la validation définitive des prototypes proposés.

L'ensemble des ouvrages principaux, finis, tous corps d'état, doivent être présentés.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 28 sur 32	Juin 2025

Les entreprises proposeront un planning pour validation pour la réalisation de ces zones témoins. Ce planning, incorporant ces réalisations, devra être produit à minima deux (2) mois après le démarrage de chantier. Ces éléments seront soumis à l'accord de l'OPC et du maître d'ouvrage.

Toutes les entreprises prendront en compte le fait que ces zones témoins seront dues, incluant tous les travaux T.C.E dans l'offre globale et forfaitaire.

9 GARANTIES

Selon le C.C.A.G., les périodes de garanties du matériel et matériaux prennent effet à compter de la date de réception des ouvrages prononcée avec ou sans réserve.

Dans le cas où les ouvrages livrés sont d'une qualité inférieure à celle précisée au marché, une réserve sera émise signifiant que l'ensemble de la livraison est refusé y compris les quantités déjà posées.

Les réserves devront être levées dans les délais prescrits aux C.C.A.P. et C.C.A.G.

En cas de retard dans la levée des réserves, les mêmes pénalités de retard prévues au C.C.A.P. seront appliquées ainsi que les clauses de carences prévues aux C.C.A.G.

Les entrepreneurs ont à leur charge :

- La protection de leurs ouvrages pendant les travaux de réfection.
- Le nettoyage en fin de ces travaux.
- La fixation de leurs ouvrages, ainsi que tous les travaux non précisés, pour le parfait achèvement de la construction dans les règles de l'art.

Pendant la période de garantie, l'Entrepreneur doit assurer, l'entretien et la remise en état des malfaçons et vices cachés ou autres même si ceux-ci n'apparaissent qu'après la réception.

Ces interventions sont effectuées dans les horaires compatibles avec le fonctionnement de l'établissement et en présence d'un représentant du Maître de l'Ouvrage (et/ou) du responsable de l'établissement.

10 RECEPTION DES SUPPORTS

Les entreprises doivent dans le cadre de leurs prestations respecter :

Les tolérances dimensionnelles et géométriques

Les qualités des supports pour les ouvrages qu'il a réalisés ou à mettre à disposition des entreprises de finition.

Sous les directives du Maître d'œuvre, les entreprises de finitions concernées devront établir un constat entre elles et les lots responsables des supports, faisant état de la vérification des cotations, verticalités et horizontalités des supports et intégration de pré cadres et autres réservations sur lesquels elles auront à intervenir et des observations éventuelles qu'elles formulent.

Les entreprises ayant réalisées des supports non conformes, devront dans le délai fixé par le Maître d'œuvre reprendre à leur frais la qualité de leurs ouvrages. En cas de retard, les pénalités conformes au CCAP seront appliquées.

Ces constats seront remis au MOE avant démarrage des travaux de finition.

Pour les ouvrages existants, les entreprises de finition devront pour ce qui les concerne faire toutes les reprises de supports nécessaires pour obtenir le niveau de qualité requis au CCTP.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 29 sur 32	Juin 2025

Cette réception dite de supports concerne également les entreprises lorsqu'il s'agit des trous, réservations, percements exécutés suivant les indications des articles ci-après et des rebouchages qui s'en suivent après intervention des entreprises demanderesse.

11 RESERVATIONS – TROUS – SCELLEMENTS

Les entrepreneurs devront remettre, **pendant la période de préparation de chantier**, des plans cotés sur lesquels apparaîtront l'implantation et les dimensions des réservations et des percements nécessaires aux travaux de chaque corps d'état,

Ces plans indiqueront également l'encombrement des canalisations, des gaines, des conduits, des profils et des pièces, qui occuperont les emplacements réservés.

Le jeu à prévoir à la périphérie des pénétrations pour le scellement et le calfeutrement ne devra pas excéder 5 cm. Ces plans seront également remis au Maître d'œuvre pour information.

Nota : Chaque entrepreneur restera responsable des oublis ou erreurs qu'il aurait pu commettre en ce qui concerne les réservations. Si ces oublis ou erreurs sont le fait des entreprises utilisatrices, les percements et adaptations qui en découleraient seront facturés directement aux corps d'état défaillants par l'entreprise en charge des trous et percements (défini ci-avant) chargée des percements. Tout passage non réservé au coulage des bétons sera obtenu par carottage au diamant exécuté par le responsable des trous et percements (défini ci-avant), aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les réservations, carottages et percements demandées hors délai ou lors de prestations modificatives seront à la charge de l'Entreprise demandeuse. Toute demande de carottage ou percement doit faire l'objet d'une vérification et validation du BET structure avant sa réalisation.

12 INCORPORATION D'ELEMENTS

La fourniture des éléments divers à incorporer dans les bétons, dans les bétons armés et dans les maçonneries, tels que huisseries métalliques, conduits, gaines, tubes, fourreaux, boîtes d'encastrement, douilles, taquets, rails, pattes, incombe aux entreprises utilisatrices de ces éléments, qui en assureront également la mise en place.

Seule l'incorporation des huisseries métalliques et des rails d'ancrage dans les bétons, à mettre en place par le titulaire du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille, fera exception à cette règle. La réalisation de cette prestation sera à la charge du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille.

Pour les huisseries métalliques, la mise en place s'effectuera à l'aide des mannequins en bois ou en métal destinés à assurer la protection et la bonne tenue des huisseries dans les coffrages lors du coulage des bétons. Fourniture à la charge du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille.

Tout encastrement d'élément devra être indiqué au stade de l'établissement des plans de coffrage.

Tout passage d'une canalisation ou d'une gaine au travers d'un plancher, d'un mur, d'une cloison, d'un faux plafond en plaques de plâtre, s'effectuera sous fourreaux.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 30 sur 32	Juin 2025

13 PROTECTION ET NETTOYAGE ET EVACUATION DES GRAVOIS

Durant les travaux, chaque entreprise doit la protection de ses ouvrages jusqu'à réception de ceux-ci. En cas de dégradation, les éléments seront remplacés sur le champ.

Tous les gravats, chutes et déchets sont enlevés au fur et à mesure de leur production. Ils sont triés par catégories avant d'être déposés en décharge.

En tout état de cause, les surfaces et supports sont livrés parfaitement propres.

14 ORGANISATION DU CHANTIER

14.1 INSTALLATION DE CHANTIER

Pour mémoire : prestation réalisée par l'entreprise en charge **du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille - partie Clos Couvert**, suivant descriptif du C.C.T.P ainsi qu'indications de la Notice d'organisation de chantier de l'OPC.

Les contraintes de ville en matière de clôture de chantier notamment seront impérativement respectées.

14.2 MISE EN COMMUN D'UN MONTE MATERIAUX

Suivant besoins et exigences du CSPS, l'entreprise en charge **du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** aura à sa charge la fourniture et la mise en place d'un monte-matériaux à personnel accompagnant. Le monte-matériaux sera mis à la disposition de chaque entreprise durant toute la durée du chantier.

14.3 GARDIENNAGE

Il sera prévu par l'entreprise en charge **du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** un système de surveillance pour la zone de stockage qui sera à l'extérieur, jusqu'à l'achèvement des travaux TCE.

Dès le démarrage des travaux, un système de vidéosurveillance relié à une centrale d'alerte sécurité sera mis en place pour la sûreté du chantier durant les heures de fermeture, et ce jusqu'à la fin des travaux.

Ce système devra permettre, de prévenir tout risque d'incendie sur le chantier.

Le Maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être concerné par les éventuels frais résultant des vols ou dégradations survenus sur le chantier.

14.4 PANNEAUX DE CHANTIER

L'entreprise en charge **du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** devra la pose et l'entretien des panneaux de chantier, pendant toute la durée des travaux, ainsi que des panneaux du permis de construire selon les spécifications de l'Aménageur, du modèle de présentation et du plan de principe qui lui sera fourni par la maîtrise d'œuvre en cours de chantier.

Une maquette devra être proposée pour avis au Maître d'œuvre avant réalisation dans un délai court après délivrance de l'Ordre de Service de démarrage.

Ces installations sont détaillées au titre du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille.

L'entreprise devra prendre en compte la charte graphique de l'Aménageur

L'implantation des panneaux est soumise à l'accord du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 31 sur 32	Juin 2025

14.5 ACCES PROVISOIRES

Les entreprises en charge du **lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** et **VRD** doivent la réalisation des accès provisoires pour l'ensemble du chantier pendant toute la durée du chantier.

14.6 NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES ET DES VOIES INTERIEURES

Le nettoyage des zones de travail est effectué quotidiennement par les entreprises en charge du **lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille et VDR**.

Les accès, y compris les abords extérieurs, seront nettoyés des traces de boue, ciments ou hydrocarbures selon une fréquence hebdomadaire ou quotidienne si nécessaire.

Il conviendra de respecter les disposition de Charte Chantier Propre – faible nuisance / Gestion des déchets ainsi que de la note énergétique et environnement.

14.7 BENNES A GRAVOIS

L'entreprise en charge du **lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** devra la mise à disposition des bennes à gravais nécessaires au bon déroulement du chantier.

Il sera mis en œuvre au moins trois bennes :

- DIB,
- Gravats/inertes
- Bois

14.8 AIRE DE LAVAGE – NETTOYAGE

L'entreprise en charge du **lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** devra la mise en œuvre d'une aire de lavage / nettoyage de camion adaptée au besoins du projet, à la sortie du chantier avec débourbeur-déshuileur suivant nécessités.

15 CONDITIONS GENERALES DE CHANTIER

15.1 DECLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER

Le Maître d'Ouvrage établira et diffusera aux différents organismes la déclaration d'ouverture de chantier.

15.2 ORGANISATION DES SECOURS

Les entreprises devront prendre connaissance de ses obligations dans le PGC SPS fourni dans le présent dossier par le coordonnateur SPS.

15.3 DEROULEMENT DU CHANTIER

L'entreprise en charge du **lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** devra tenir compte de cette sujétion de travaux, et prévoir un accès exclusif par l'accès chantier et contenir ses interventions et le déplacement

CASSINI	HÔTEL DE CASSINI – 75007 PARIS		
	PRO - DCE	LOT 00 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES	
CCTC	Indice 0	PAGE 32 sur 32	Juin 2025

de son personnel dans la zone de chantier délimitée par la clôture du chantier. Un responsable de l'entreprise sera chargé de la fermeture et de l'ouverture du chantier, de ses installations extérieures et des accès chantier pendant toute la période des travaux.

L'entreprise en charge **du lot Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** demeure responsable des dégâts, dégradations, poussières et bruits, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc...

Elles seront également rendues responsables de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection et de signalisation.

15.4 DEMARCHES ADMINISTRATIVES

SERONT A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR CONCERNE :

- Toute démarche éventuelle d'autorisation de branchement d'eau, de courant électrique, téléphone.
- Toute démarche d'autorisation de passage, de permission de voirie, de police et de signalisation.
- D'une façon générale, toute obligation pouvant ressortir de l'Administration.

L'entreprise en charge du lot **Installations de chantier – Maçonnerie – Pierre de taille** devra garantir le Maître d'Ouvrage contre tout recours de l'Administration ou des tiers pour l'inobservation de la réglementation générale et des règles de sécurité.

15.5 RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES

LES ENTREPRISES TITULAIRES DES LOTS DOIVENT :

- Se mettre en rapport avec tous les Services intéressés et en obtenir tous les renseignements utiles pour l'exécution des travaux (électricité, eau, ...)
- Se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organisations désignés par eux (CONSUEL par exemple)
- Fournir en temps et heure toutes les pièces justificatives demandées,
- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures,
- Transmettre au Maître d'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de contacts et qui concernent la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations,
- Obtenir tous les certificats de conformité, de contrôle ou de vérifications nécessaires,
- Signaler aux Services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions,
- Effectuer en temps opportun et de son propre chef, toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations,
- Se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux services intéressés,
- Il est rappelé que les entreprises sont responsables des contraventions de toute nature qu'il peut encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie et qu'il doit en conséquence faire toutes les démarches utiles et nécessaires auprès des Services compétents.